

avec le Front populaire

« L'extrême droite nie le principe d'égalité »

Il est important de rappeler que le RN porte intrinsèquement l'inégalité entre les personnes, entre les citoyens. Leur manière de fonctionner, leur politique est de ne pas donner les mêmes points aux gens. Or, notre premier principe, l'article 1er de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, est que tous les hommes naissent et demeurent égaux et libres en droit. Il est incroyable que ce principe d'égalité aujourd'hui soit nié par un parti politique qui risque d'arriver au pouvoir. La Consultation nationale consultative des droits de l'Homme vient de prendre une résolution là-dessus : elle assume publiquement que le RN s'oppose à ce principe d'égalité. Faire croire aux gens qu'ils vivront mieux parce qu'on viole les droits des personnes d'à côté est un mensonge. On ne vit pas mieux parce que celui d'à côté vit plus mal. Ce n'est pas vrai. La précarité est telle que les gens sont au point de se demander s'ils vont survi-

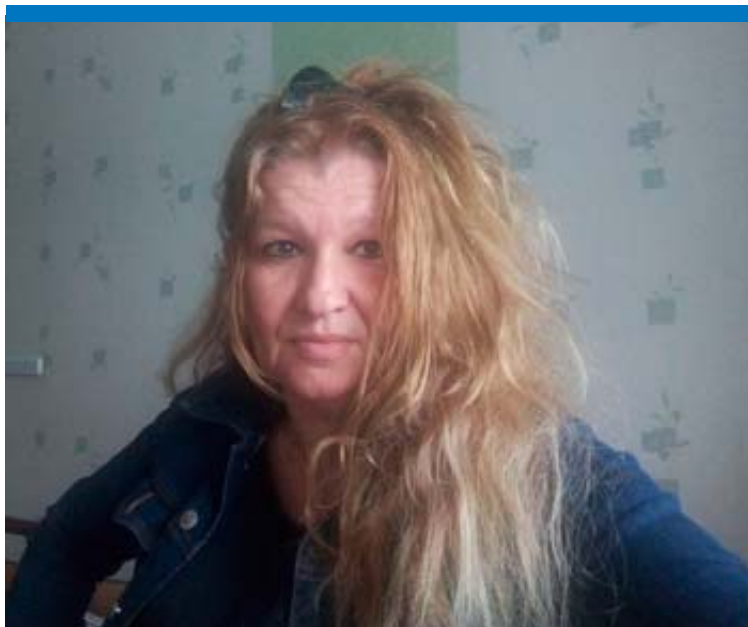
vre et pas ceux d'à côté. C'est terrible alors que c'est bien collectivement qu'on s'en est toujours sorti. L'extrême droite ne respecte ni l'État de droit, ni les décisions de justice, on le voit à Beaucaire, à Béziers. Si elle est condamnée, elle récidive. Ils croient au pouvoir du chef, au-dessus des lois, du juge. Il n'y a pas de chef, de sauveur suprême. Nous avons conscience qu'il y a un déficit démocratique dans notre société mais nous ne pouvons laisser passer l'extrême droite qui porte l'inégalité. On ne va pas revenir à la société féodale. Pour autant il n'y a pas de blanc-seing pour les partis de gauche : cela fait trop longtemps qu'ils oublient une fois élus la société civile. Il faut qu'on soit nombreux après le 7 juillet à aller les voir, il ne faut pas arrêter là. Être citoyen est aussi une responsabilité, la vie est une lutte, l'important c'est de la mener collectivement. »

Recueilli par L.D.



SOPHIE MAZAS

Présidente de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) de l'Hérault
Montpellier



CÉCILE-EMMANUELLE REUS

Secrétaire SNPES/PJJ/FSU
Montpellier

« Pour l'éducation, pas l'enfermement »

On s'associe au mouvement du nouveau Front populaire, comme plein de syndicats de gauche. Pour nous c'est évident car on accompagne une population qui est précaire. On sait pertinemment qu'une arrivée de l'extrême droite au pouvoir, déjà qu'Emmanuel Macron a fait des bons dégâts en se prononçant contre toutes les mesures pour le social, ne fera qu'empirer les choses.

Il faut qu'on essaye de s'imaginer ce que pourrait faire l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir sur la justice des mineurs et pour nous qui sommes une institution éducative. Par exemple, Bardella annonce qu'il veut généraliser le principe des CEF (centres éducatifs fermés), il reprend une proposition de Macron de doubler le nombre de ces centres en France. Des annonces démagogiques puisqu'on sait très bien que l'enfermement sur les adolescents ne produit rien de bon. Il y a le rapport de la Cour des comp-

tes qui interroge l'efficacité de ces centres fermés, qui existent déjà depuis 20 ans. Il y a aussi une pénurie de main-d'œuvre d'éducateurs qualifiés. Il faut donc des moyens pour l'éducation et non pas pour l'enfermement. On ne sait pas trop ce que le RN ferait avec la justice des mineurs, en revanche ce qu'on sait c'est que les principes d'éducation ne sont pas leur souci. L'affichage politique, c'est la répression. Le gouvernement actuel remet déjà en question la responsabilité pénale des mineurs, ces jeunes sont déjà régulièrement pointés du doigt comme des délinquants. Ils vivent dans des conditions très précaires, des difficultés qu'on va venir encore majorer ; ça pose aussi question en termes de réinsertion. Par ailleurs en tant que fonctionnaire de l'État, comment pourrait-on se soumettre à appliquer des mesures si elles sont racistes et contre l'intérêt éducatif des enfants ? »

Recueilli par Z.L.

« Cette fois-ci, nous, personnes trans, sommes ici en danger »

Le score historique de l'extrême droite lors des élections européennes et la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale nous amènent à la possibilité réelle d'une prise de pouvoir des fascistes en France. Déjà, le camp nationaliste s'organise. Les néonazis et les identitaires les plus radicaux appellent leurs sympathisants à rejoindre massivement les organisations de jeunesse dans l'extrême droite institutionnelle pour faire campagne. Cette fois-ci, nous, personnes trans, sommes ici en danger*. La proposition de loi des Républicains visant à interdire les transitions de mineurs a été votée au Sénat et une majorité réactionnaire la ferait sans doute passer à l'Assemblée nationale. Nous l'avons dit, nous le répétons : le recul des droits des trans annonce systématiquement un recul général des droits féministes. Même si une réponse électorale massive et unitaire à cette vague fasciste qui menace

de déferler sur nous est nécessaire, elle est loin d'être suffisante.

Même si les questions antiracistes et décoloniales risquent d'être mises de côté au profit de l'unité, nous continuerons à affirmer notre soutien à la libération de la Palestine. Nous continuerons de répéter que la police tue à Jérusalem comme à Béziers, à Conakry, comme à Nanterre, et dans la nuit de dimanche 9 juin encore, à Cherbourg, où Sullivan, 19 ans, a été tué par les forces de l'ordre. »

Recueilli par Z.L.

*Le président Emmanuel Macron a tancé la volonté « ubuesque » du Nouveau Front populaire de permettre de « changer de sexe en mairie ». « Ces propos sont très choquants, nous sommes atterrés », a déclaré le président de l'Inter-LGBT James Leperlier. « C'est d'autant plus inquiétant vu le contexte actuel de transphobie : c'est ajouter de l'huile sur un feu qui est déjà ardent. »



ASTRID

Représentante Organisation de solidarité trans
Nîmes